

Au moment où il demande l'autorisation d'emprunter quelque trente milliards de dollars, il est essentiel que le gouvernement reconnaisse clairement que sa plus importante priorité doit être de redonner du travail aux deux millions de Canadiens ou presque qui veulent travailler mais ne peuvent trouver d'emplois. Il ne nous faut pas seulement nous occuper des centaines de milliers de personnes, sans exagération, qui sont dans la cinquantaine ou au début de la soixantaine et qui ont été mises à pied ou congédiées ou qui, par suite du virage technologique, n'ont pu continuer à faire le travail qu'ils faisaient depuis de nombreuses années. Il nous faut aussi nous occuper de toute une génération de jeunes.

Plus de un demi-million de jeunes cherchent désespérément de l'emploi, mais se heurtent à des portes closes et ne peuvent travailler à cause de la faillite de la politique économique du gouvernement. En même temps, à cause des stratégies économiques du gouvernement qui ont tourné à la catastrophe, l'accès à l'enseignement postsecondaire devient de plus en plus restreint. Les jeunes sont doublement défavorisés. D'un côté, ils ne peuvent trouver du travail et, de l'autre, ils constatent que la possibilité de poursuivre leurs études est de plus en plus mince par suite des réductions au chapitre du financement de l'enseignement postsecondaire.

En outre, monsieur le Président, les femmes et les invalides sont touchés dans une très grande mesure par les restrictions. Les gouvernements, tant fédéral que provinciaux, ont refusé de mettre en œuvre des programmes obligatoires de promotion sociale destinés à assurer que les femmes ne seront pas les premières victimes de cette difficile période économique.

Beaucoup d'entre nous s'inquiètent aussi du fait qu'au moment même où les Canadiens sont aux prises avec une dette record par habitant, le gouvernement refuse d'apporter les modifications qui s'imposent à la fiscalité fédérale, que ce soit à l'impôt sur le revenu des sociétés ou à l'impôt sur le revenu des particuliers, de façon à éliminer les échappatoires et à assurer que les grandes sociétés paient leur juste part d'impôts.

Les députés de l'opposition officielle parlent beaucoup de la taille du déficit. Je partage l'inquiétude de l'opposition officielle devant ce déficit en pleine croissance, mais ces députés se taisent quand il s'agit de mettre un terme au vaste réseau de ce qu'on appelle les dépenses fiscales concernant les sociétés. Ces dépenses équivalent, en fait, à des subventions directes au secteur des entreprises et, en 1979, elles se sont élevées à environ six milliards de dollars. Nous savons que le régime fiscal pour les banques dans notre pays est effectivement un régime facultatif de versements échelonnés. Comment peuvent-ils défendre un régime dans lequel Revenu Canada harcèle les travailleurs et travailleuses ordinaires tout en fermant les yeux sur les échappatoires qui permettent que littéralement des milliards de dollars s'accumulent dans les caisses des entreprises au lieu d'être dépensés pour les programmes de main-d'œuvre.

● (1130)

Nous aurions de nombreux moyens d'agir pour créer des emplois, notamment en accélérant la recherche et le développement. Nos réalisations à cet égard sont les plus lamentables de tout le monde économique occidental.

### *Pouvoir d'emprunt—Loi*

Une foule d'autres programmes pourraient être mis en application immédiatement pour créer des emplois, par exemple, des projets de travaux publics urgents à entreprendre en collaboration avec les municipalités, comme dans le secteur forestier que le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux ont honteusement négligé. Comme le Conseil des sciences l'a signalé, l'industrie traverse une crise grave et si nous refusons de prendre de toute urgence des mesures de reboisement et de conservation, nous pourrions perdre notre industrie forestière. Pour un député de la Colombie-Britannique où la foresterie est la principale industrie, c'est évidemment un problème extrêmement sérieux.

Il faut une restructuration fondamentale de notre économie pour raffermir le secteur de la fabrication. Rien ne justifie le fait que les Canadiens sont, toute proportion gardée, les plus grands importateurs de machines agricoles et minières dans le monde. Nous sommes parfaitement capables de fabriquer notre propre outillage minier et agricole et d'y employer les Canadiens. Il nous faut une marine marchande pour pouvoir expédier nos propres produits par nos propres navires.

Il est essentiel, dans la solution à toute la question du virage technologique, que nous dominions la situation et que nous n'en soyons pas les victimes. Ceux qui sont affectés par les transformations techniques devraient pouvoir négocier et en être prévenus longtemps d'avance. Ce sont les femmes qui souffrent outre mesure des changements technologiques. Nous devons nous interroger sur la durée de la semaine de travail, songer aux possibilités de retraite anticipée, donner du travail à temps partiel à ceux qui en veulent et mettre sur pied de bons programmes de recyclage à l'intention des travailleurs touchés par les changements technologiques.

Cela fait six ou huit mois que je me promène dans ma circonscription de Burnaby pour écouter mes électeurs. A mon bureau de circonscription dans le sud de Burnaby, mon adjoint, Del Carrel, et moi-même avons constaté une aggravation dramatique des problèmes et des souffrances personnels chez les gens du secteur. Je suis certain que l'honorable représentante de Vancouver-Centre (M<sup>lle</sup> Carney) et d'autres députés de la Colombie-Britannique ont constaté la même chose. Les stratégies économiques du gouvernement ont un effet dévastateur sur les gens que nous représentons, qu'il s'agisse des retraités, des jeunes ou des chômeurs.

Quelle solution offre l'opposition officielle? Nous en avons quelques indices de temps à autre. Le député de Saint-Jean-Ouest (M. Crosbie) a déjà déclaré: «Si je vous disais ce que je ferais, nous ne serions jamais élus». Il y a quelques semaines à peine, il nous a dit ce que les conservateurs feraient à propos d'évaluation du revenu dans le cas de ceux qui touchent la pension de sécurité de la vieillesse ou les allocations familiales. Le député est le critique officiel de son parti en matière de finances. Voici ce qu'il a dit:

Dans le domaine des mesures sociales, il faut voir s'il est possible d'instaurer plus de mécanismes d'évaluation du revenu afin que les programmes ne soient pas universels . . .